



## **HOLLANDE ; VALLS ; MEDEF ; DROITE MEME COMBAT. FAIRE PAYER LE PEUPLE !**

Depuis quelques années, plus de trêve estivale. Ce moment où le temps ralentissait un peu pour le repos et la réflexion est au contraire remplacé par une accélération de l'actualité.

Poursuite des conflits, des guerres, faisant des milliers de victimes, principalement dans les populations civiles. Multiplication des communiqués annonçant les mauvais chiffres de l'économie, chômage en hausse, croissance en berne, pauvreté en augmentation.

Cette accélération de la dégradation de la situation internationale et nationale ne fait pourtant pas douter ni Hollande, ni son gouvernement. Et quand un ou deux ministres émettent quelques doutes, c'est l'occasion pour Hollande et Valls de nommer un nouveau gouvernement qui va encore accélérer des réformes dont tout le monde sait qu'elles ne permettront pas de développer l'emploi, relancer l'économie, répondre aux besoins de la population.

Mais cette politique plaît aux banques, aux marchés financiers et au patronat, et c'est visiblement le plus important pour ce gouvernement « socialiste ».

Les patrons ont fait une « standing ovation » au 1<sup>er</sup> ministre à leur université d'été. Comme on les comprend ! Avec « le pacte de responsabilité », ce gouvernement s'apprête à faire un nouveau cadeau aux entreprises en leur transférant 40 milliards d'euros des ménages. Cela devait les aider à retrouver de la compétitivité, mais ce sont les dividendes versées aux actionnaires par les grandes entreprises qui ont progressé de 30% sur le 1<sup>er</sup> trimestre.

Avant les congés, il a suffi que le MEDEF menace de bloquer le « dialogue social » pour que tout de suite le gouvernement obtempère et vide de tout son sens une mesure positive contenu dans la réforme de retraites, le compte pénibilité.

Par contre des jours et des semaines de luttes et d'actions des cheminots pour la défense du service public des transports, des intermittents du spectacle pour la défense de leur statut ne suffisent pas à infléchir la ligne du gouvernement.

En faisant le choix de poursuivre la politique d'austérité, avec de nouvelles mesures qui pourraient être prises dans les semaines à venir ; une augmentation de la TVA, augmentation du temps de travail, le gouvernement Valls répond aux attentes des plus riches, des marchés financiers, de l'Union Européenne, de la Banque Centrale Européenne, qui exigent la poursuite des réformes, du démantèlement du code du travail, de notre système de protection sociale, de l'organisation de notre territoire en remettant en cause les communes, les départements.

Pour le patronat, cette politique est une véritable réussite, et non pas l'échec dont parlent les médias, au regard de la hausse du chômage et de la croissance en berne.

Elus en promettant une politique de gauche, Hollande et les socialistes ont trahi leurs électeurs, avec une politique fondamentalement libérale, dont le seul objectif est de drainer vers les banques et les marchés financiers, le maximum de la richesse créée par le travail.

A tel point que la droite, UMP en tête, se trouve quasiment sans voix et ne peut faire que de la surenchère ; coupes renforcées dans les dépenses publiques, accélération des exonérations fiscales pour le capital, démantèlement du code travail. Et le FN se frotte les mains en espérant l'aggravation de la crise politique, misant sur l'exaspération pour faire basculer le maximum des travailleurs dans le nationalisme réactionnaire.

# **Un autre politique est possible en s'attaquant à la domination du Capital !**

Pour rompre avec l'austérité, il faut s'attaquer aux rentes insupportables des marchés financiers en réduisant les prélèvements exorbitants des dividendes. Aujourd'hui il faut libérer notre économie du coût du capital ! Il faut que les producteurs décident eux-même des investissements et des prix. Et c'est possible !

Il faut rompre avec les choix de politique d'austérité imposés par l'Union Européenne, les gouvernements. Il faut retrouver la souveraineté nationale et mettre la création monétaire au service d'investissements publics majeurs.

Il faut relancer des mesures favorisant la progression du pouvoir d'achat. Mettre fin à la concurrence libre et non faussée qui détruit des milliers d'emplois dans notre pays. Il faut inverser la logique qui fait du travail un coût qu'il faut diminuer alors qu'il est le vecteur principal de création de richesse.

**En cette rentrée les communistes veulent être utiles à cela. Non il n'y a pas de fatalité à l'austérité. Non il n'y a pas qu'une politique possible.**

**Construisons ensemble le rassemblement nécessaire pour faire reculer le gouvernement, pour imposer d'autres choix.**

## **Un autre monde pour la France est possible !**

UMP, PS et FN veulent nous enfermer dans un faux choix entre la mondialisation capitaliste et le nationalisme réactionnaire, avec toujours la réduction des droits des travailleurs et des salaires. Mais le monde économique est bouleversé par les nouveaux rapports hors dollar entre la chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, l'Afrique du Sud... Contre la concurrence, ce nouveau monde réinvente la coopération, le développement. C'est une chance pour la France !

**La France peut jouer un rôle historique en sortant de la soumission atlantiste et de la Francafrique, pour construire un nouveau développement dans la coopération avec les pays du Sud, refusant les guerres économiques de domination. C'est la clé de la paix et de la reconstruction d'une France respectée et indépendante !**

### **CONTRE LES GUERRRES IMPERIALISTES ; POUR LA PAIX**

Les USA, l'OTAN, suivis par les pays de l'Union Européenne, et notamment par la France ont fait le choix de la guerre. Guerre en Ukraine, à Gaza, en Irak, en Libye, en Syrie, faisant des milliers de morts dans les populations civiles.

Ce sont des guerres impérialistes, elles ont toutes en commun l'offensive des multinationales pour s'accaparer des ressources énergétiques et même l'eau.

Ils n'hésitent pas pour cela, comme en Ukraine, à s'appuyer sur des forces réactionnaires, fascistes. Ils n'hésitent plus non plus à bombarder les populations civiles, prétextant que des « extrémistes » ou « résistants » s'y cacheraient, tout comme ils mentaient sur les « armes de destruction massives » qu'il fallait détruire en Irak.

Cette stratégie de la tension peut mener au pire. Plutôt que de suivre cette voie, la France, son gouvernement, doit œuvrer pour l'arrêt des conflits, l'arrêt des bains de sang, permettre aux peuples d'être maître de leurs destins. Œuvrer pour la justice et la paix.